

# Voulons-nous vraiment plus de croissance ?

## Intervenants

Michèle Debonneuil, inspecteur général des Finances

Martine Durand, chef statisticien et directrice des statistiques de l'OCDE

Pierre-Yves Geoffard, directeur de recherche CNRS, ancien président de la PSE

Sylvie Goulard, sous-gouverneure de la Banque de France

Dominique Méda, professeure de sociologie à l'Université Paris-Dauphine et directrice de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales

Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee, vice-Président de l'AFSE

Dans un monde où le principe de précaution environnemental pèse de plus en plus, peut-on conserver une croissance forte ? La croissance doit-elle demeurer un objectif au cœur des politiques publiques ? La croissance ne doit-elle être qu'un moyen pour atteindre un niveau de bien-être supérieur ?

## I. Quelques rappels sur la croissance dans l'OCDE (Martine Durand)

Entre **2010** et **2017**, la croissance moyenne dans l'OCDE est de **2%**, contre **5,2%** dans les **années 1960**. Quels sont les facteurs qui entravent la croissance ?

Limites dues à la **demande** :

- vieillissement de la population (la part de la PA dans la population totale diminue) et les personnes âgées sont plus averses au risque (donc moins d'innovation de leur côté)
- faiblesse des flux migratoires
- manque d'investissement
- croissance des inégalités de revenu (au sein de l'OCDE, 10% des plus riches possède ½ de la richesse)

Limites dues à l'**offre** :

- fins des grandes innovations (cf techno-pessimistes, stagnation séculaire, paradoxe de Solow)
- principe de précaution environnemental

Limites dues à la **méthodologie** :

- Les chiffres de la croissance ne reflètent pas la croissance réelle (cf limites du PIB, comptabilisation du travail domestique, de l'économie souterraine, il donne la même valeur aux productions toxiques et aux productions bénéfiques ...)

## II. La nécessaire remise en cause du « Dieu croissance » (Dominique Méda)

### 1. Une croissance insoutenable (Martine Durand)

Dans l'hypothèse où on aurait **3% de croissance par an** au niveau mondial, **l'économie mondiale doublerait tous les 25 ans**. Est-ce soutenable ? (cf rapport Meadows).

→ On assiste à une remise en cause de la relation de causalité entre croissance et progrès.

### 2. La croissance n'est pas le seul facteur de bien-être (Martine Durand, Dominique Méda, Sylvie Goulard)

Depuis **2011**, l'**OCDE publie des statistiques sur les composantes du bien-être** (santé, éducation, qualité du logement, sécurité, engagement civique ...). Au sein de l'OCDE, la première composante du bien-être citée par les agents est « la santé » (c'est le premier facteur cité en France, et il l'est plus souvent chez les personnes âgées).

→ Les agents ont d'**autres aspirations, au-delà du simple produit national calculé par le PIB**.

Ainsi, selon Dominique Méda, une rupture avec « l'**indicateur fétiche** » est nécessaire. Il faut entrer dans l'ère de la « **post-croissance** », c'est-à-dire ne pas rester les yeux rivés sur la croissance mais s'intéresser à d'autres indicateurs (production de carbone, cohésion sociale ...). Il nous faut selon elle **privilégier les gains de qualité et de durabilité aux gains de productivité**.

→ Les intervenants penchent pour une pluralité des indicateurs. Reste à savoir lesquels considérer. En effet, il y a 230 indicateurs de développement durable à l'ONU ... Qu'en faire ? Exemple de la **France** avec la **loi SAS de 2015**, qui prévoit que le gouvernement remette, chaque année, au Parlement, un rapport présentant l'évolution sur les années passées de nouveaux indicateurs de richesse, tels que des indicateurs d'inégalité, de qualité de vie et de développement durable. Exemple de la **Nouvelle Zélande**, qui travaille à la mise en place un nouvel indicateur : le **Living Standard**. Il servirait à évaluer les politiques publiques grâce à 4 indicateurs :

### 3. Ne pas brusquer le consommateur (Michèle Debonneuil)

Il est assez consensuel qu'il faut orienter les pouvoirs publics et les citoyens vers une croissance « moins de l'avoir plus que de l'être mieux ». Cependant selon Michèle Debonneuil, il ne s'agit pas de priver les consommateurs. Il faut proposer des substituts intéressants et incitatifs. Or selon elle, les politiques publiques n'ont pas encore développé et soutenu ces substituts qui favoriseraient une transition à laquelle les consommateurs sont favorables. On retrouve ici la question du glissement des préférences individuelles vers des préférences compatibles avec la croissance qu'on souhaite.

### **III. La question n'est pas « voulons-nous vraiment plus de croissance », mais « quelle croissance voulons-nous »**

#### ***1. Tout n'est pas à jeter dans la croissance et dans ses indicateurs (Sylvie Goulard),***

Sylvie Goulard explique que **le PIB n'est pas à délaissier**. Il demeure un **outil précieux** dans la mise en place des politiques monétaires des banques centrales.

De plus, Pierre-Yves Geoffard rappelle que la question « voulons-nous vraiment plus de croissance » est une **question de pays riches**. En effet, la croissance a permis une réduction drastique de la misère au niveau mondial : dans les années 1980, 80% de la population vit en dessous du seuil mondial de pauvreté (2\$/jour), contre 10% aujourd'hui.

#### ***2. En somme, la question n'est pas si nous voulons sortir de la croissance, mais quelle croissance nous voulons***

La croissance n'est pas nécessairement nocive, c'est la direction dans laquelle on l'oriente qui détermine sa nature. Ainsi, selon Pierre-Yves Geoffard, les préoccupations concernant la croissance doivent être celles de sa nature (quelles innovations et quelles activités tirent la croissance?) et de sa répartition (qui sont les bénéficiaires des fruits de la croissance?)